



Paris, le 23 juillet 2023

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2023 DU SNFA



### RAPPORT MORAL DU PRÉSIDENT DU SNFA, BRUNO LÉGER

Chers collègues et néanmoins amis, Mesdames, Messieurs,

Bienvenue à notre AG 2023,

Je vais commencer très classiquement par un point sur l'actualité de nos métiers, et je vous proposerai surtout de prendre un peu de hauteur.

Il y a un an, je vous avais parlé de la gestion de la **poly crise** qui mettait nos nerfs et nos comptes d'exploitation à rude épreuve : crise sanitaire, crise des matières premières, crise de l'énergie, motivation des équipes post covid ... et j'annonçais une correction des marchés à venir.

Eh bien nous y sommes... ça va taper fort ...

Il faut rappeler que depuis 2017/2018 nos marchés vont bien, il y a eu bien sûr le creux mi 2020 lié au COVID, qui a généré en contre-coup un super boom, de mi 2021 à mi 2022. Le nombre de logements neufs mis en chantier a tangenté ou dépassé les 400 000 par an depuis 2017, le nombre de transactions dans l'ancien a dépassé 1M an de 2019 à 2022, ce qui n'était jamais arrivé. Bref nous sortons d'une très peut-être trop bonne séquence.

Cette période est révolue : partout les courbes sont mal orientées, et bien sûr quand on se compare à début 2021, les pourcentages de baisse sont très élevés, mais même en valeur

absolue et en référence à une plus longue période, les chiffres font grise mine. La chute des PC, particulièrement dans la maison neuve est spectaculaire, le nombre de logements mis en chantier repasse sous les 350 000, et va continuer à baisser, le nombre de transactions dans l'ancien va atteindre 950 000 alors qu'il était au-dessus de 1,2 M.

Les raisons : des raisons cycliques tout d'abord, en particulier la fin du boom qui ne pouvait pas continuer à ce niveau-là. Ensuite une hausse des taux d'intérêts la plus rapide sur une courte période depuis des décennies : x 3 en 18 mois. Elle affecte tout le monde : les primoaccédants, les investisseurs bailleurs, les acteurs du logement social, les investisseurs institutionnels. Les premiers ont du mal à avoir des crédits, les seconds n'ont plus les rendements qui permettent d'investir. D'après les calculs de la FNAIM : en janvier 2022, avec une mensualité de 1 000 € sur 20 ans, on pouvait emprunter 216 000 €, aujourd'hui c'est 176 000 soit 40 000 de moins.

Une autre raison de cette crise dans laquelle nous entrons est l'avalanche de normes dont la controversée Zéro Artificialisation Nette : on ne peut qu'être d'accord avec la préservation de la biodiversité, et des espaces naturels, mais faut-il pour autant adopter la réglementation la plus contraignante au monde ? Les maires de manière générale sont par ailleurs beaucoup moins bâtisseurs, soit par conviction dogmatique, soit pour plaire à leurs électeurs.

Le gouvernement va-t-il faire quelque chose ? La réponse est : absolument rien !!! le CNR - Conseil National de la Refondation - Logement a accouché d'une souris, et maintient la fin du PINEL, toutes les organisations professionnelles sont frustrées et en colère, après 7 mois de travail et 217 personnes impliquées. Elles ont titré : tout un secteur méprisé.

Ce gouvernement n'aime pas la construction neuve : je l'ai déjà dit l'année dernière, il déteste en particulier la maison neuve, modèle honni. De plus le Président Emmanuel Macron pense que le Pinel est un paradis fiscal pour investisseurs, trop coûteux pour le budget de l'état. Il oublie à quel point cela contribue à créer du logement. Mais la vérité, la seule vérité, c'est qu'il n'y a pas d'argent, c'est le contre coup du quoi qu'il en coûte.

A ce sujet je voudrais revenir sur une anecdote qui vous a peut-être échappé : la confession de François de Rugy, ministre de la transition écologique en 2018. Vous vous rappelez tous comme nous nous sommes battus pour éviter la sortie de la fenêtre du CITE. François de Rugy a évoqué cette séquence politique dans le cadre d'une mission sénatoriale sur la rénovation énergétique, début 2023. Il a confirmé ce qu'on intuitait ; les ministres « budgétaires » avaient décidé de sortir la fenêtre bien avant tout débat, et contre son avis, car lui considérait que le changement de fenêtre avait toute sa place. Autre confidence savoureuse : « les bouquets de travaux sont plus efficaces mais plus complexes donc on en fait moins, ce qui plait aux ministres budgétaires... » bref nous voici revenu dans le serrage de boulon, et le logement fait partie des secteurs sacrifiés délibérément sur l'autel de Bercy.

Ce gouvernement ne veut plus construire, développer les villes, artificialiser les sols...mais où va-t-on loger les Français ? se loger va devenir de plus en plus difficile et de plus en plus cher, une dégradation lente et progressive qui va faire des ravages parmi nos concitoyens, avec une population qui continue d'augmenter...

Et c'est là qu'entre en jeu la rénovation : la réhabilitation des centre villes c'est du bon sens : au lieu de toujours plus d'extension des surfaces, mettons à profit le stock qui existe. J'ai visité

récemment une région d'Europe, pas très loin de nous, où la construction neuve a disparu depuis 10 ans, car interdite règlementairement : on ne fait que réhabiliter les centres des villes et des villages. Tous les acteurs que j'ai rencontrés se sont adaptés : MO, architectes, entreprises et semblent le vivre bien, mais les chantiers qu'ils m'ont montrés sont nettement plus compliqués qu'une construction neuve hyper optimisée.

C'est sans doute ce qui nous attend en France, la fin du modèle du neuf, et la même question revient en boucle : arrivera-t-on à réhabiliter suffisamment de logements pour loger les Français : réhabiliter est plus long et plus cher !

Mais qu'on le veuille ou non, créer des logements ou espaces tertiaires modernes dans l'ancien est un mouvement de fond inéluctable, d'autant qu'il se cumule à un autre mouvement de fond : la **décarbonation des logements existants** : il faut rénover des millions d'immeubles de logements et de bureaux pour consommer moins d'énergies non renouvelables.

C'est clairement une ambition forte du gouvernement qui met sur la table le peu d'argent qu'il lui reste. Dans son plan récemment présenté le 12 juin il mise sur la rénovation des bâtiments des collectivités territoriales, c'est bon pour nous, de l'habitat collectif social (éternel recommencement) et sur l'évolution des aides dans le parc privé. Pour ce dernier point tout repose sur MaPrimeRénov'.

Nouveauté intéressante : le gouvernement conserve les aides par geste, sous-entendu un seul geste c'est MaPrimeRénov' Efficacité mais promeut la rénovation globale : MaPrimeRénov' Performance avec la montée en puissance des accompagnateurs Rénov. Tout ça part d'un bon sentiment mais l'exécution est tellement complexe !! Et d'ailleurs le nombre de dossiers MaPrimeRénov' baisse comparé à 2022. On est loin de l'efficacité de notre vieux CITE ultra simple car voulu comme tel par Ségolène Royal.

Et quoiqu'il en soit, la fenêtre est toujours black listée. Des parlementaires s'en sont ému, cette année, mais la réponse est inflexible car le courant de pensée erroné de l'ADEME reste omniprésent : les fenêtres sont à l'origine d'un petit % des déperditions. Les économies sont faibles. Nous sommes repartis à la manœuvre auprès de l'ADEME pour essayer pour la nième fois de changer cette vieille antienne, mais je vous renvoie à la confession de F cde Ruyg sur les décisions budgétaires. Nous coûtions trop cher, le reste n'est qu'habillage. Cela étant nous avons appris à vivre sans cette « dope » et quand je vois ce qui se passe en Italie, depuis février, où la fin du 110 % est encore plus violente pour les acteurs que la fin du CITE chez nous fin 2017, cela ne fait pas envie d'y revenir.

J'ai commencé à parler de décarbonation, et je voudrais continuer à vous faire part de mes réflexions sur notre modèle français. Il y a quelques jours j'étais en Espagne, à la rencontre de clients installateurs. L'Espagne c'est le paradis, le seul pays d'Europe où les volumes se tiennent, l'Espagne c'est la France d'il y a 10 ou 20 ans, on construit du neuf en veux-tu en voilà, les PC sont faciles, pas de RE 2020, pas de calcul du poids carbone d'ailleurs personne ne parle de carbone, pas de récupération des déchets, pas de REP, le PARADIS je vous dis...

Et vous, vous vous dites : il est sérieux ?

Non bien sûr, car ce modèle, le nôtre il n'y a pas si longtemps, n'est pas tenable il n'est pas SOUTENABLE. Bien sûr la RE 2020, la REP, la ZAN nous compliquent énormément la vie, mais avons-nous le choix, quand on parle à nos enfants, ou en ce qui me concerne, à mes petits enfants ?

La France l'a compris, la France agit sur plein de domaines, par sa réglementation carbone dans le neuf, par ses aides fiscales en rénovation orientées décarbonation, par la mise en place de la REP, un Himalaya de difficultés dont je reparlerai tout à l'heure...

Et loin de regretter ce modèle français, j'en suis fier, quand j'en parle en Europe. Car il n'y a pas un seul pays d'Europe où l'on parle autant de carbone, en même temps qu'on met en place une REP. Le bâtiment français s'est attaqué à la décarbonation comme aucun pays au monde : Cela mériterait vraiment plus de communication, plus de fierté partagée...

Revenons à cette **crise** dans laquelle nous plongeons : parmi les raisons de la crise conjoncturelle il y en a une dont je n'ai pas encore parlé, et qui nous concerne tous ici donc il va falloir qu'on balaie devant notre porte : la hausse des prix de construction, une maison coûte au moins 30 % de plus, à mettre en relation avec les difficultés d'emprunter. Vous pensez bien que cela pèse aussi dans la chute des mises en chantier.

Je ne suis pas revenu sur la séquence infernale de 2021/2022, je l'avais fait l'année dernière, la hausse des prix des matières premières, les difficultés d'approvisionnement, la guerre du 24 février qui fait exploser les prix de l'énergie, ainsi que le prix de l'aluminium pendant quelques mois. Cette séquence a laminé nos marges et nos comptes d'exploitation 2022, plus ou moins selon notre capacité à les répercuter au marché. Pour certains d'entre nous cela a été violent.

En 2023 tout s'inverse : les prix des matières premières rebaissent (l'alu est passé en dessous des 2000 € au LME il y a 2 jours, après un plus haut à 3800 tout de même), nos marges se reconstituent, pour certains très récemment. Mais je vous fais part de ma conviction : dans la conjoncture actuelle maintenir des prix élevés trop longtemps, en sacrifiant les volumes pour une bonne marge, tellement nous sommes contents de l'avoir retrouvée, serait suicidaire. Cette hausse est non soutenable, l'acte de construire ne peut rester au prix où il est. J'ai d'ailleurs constaté cette semaine que la baisse est enclenchée chez certains acteurs, et non des moindres.

Pour conclure sur la crise : vous avez compris mon propos : elle est double, elle est conjoncturelle car c'est la fin d'un cycle, et elle est structurelle car elle correspond à une profonde mutation de l'acte de construire : réhabiliter au lieu de construire du neuf, sur tous les marchés.

Les crises conjoncturelles : on connaît, on en a vécu plusieurs, rappelez-vous 2008/2009, ça tapait fort aussi, ou 96/97 pour les plus anciens, il va falloir faire le dos rond, innover, s'occuper de ses clients, la correction des prix est inévitable et je souhaite de tout cœur que cette crise ne dure pas trop longtemps, en tous les cas moins que les 10 ans que nous prédisent certains experts, afin que personne ne reste sur le carreau.

Mais la mutation structurelle due à la fin du modèle du neuf va demander à tous les acteurs c'est-à-dire nous, une adaptation profonde, et je crains que tous n'en soient pas capables. Ce

sont des techniques et des savoirs faire différents, des organisations et des process également complètement différents, les produits sont différents et ne s'intègrent pas au bâti de la même façon. Et enfin les matériaux peuvent être différents.

A propos des matériaux, quelle est la place de l'aluminium dans cette nouvelle donne ?

Je ne doute pas une seconde qu'elle sera au premier plan. Pour moi dans nos métiers 2 matériaux sont promis à un grand avenir : le bois et l'aluminium. Le bois est particulièrement privilégié dans la RE 2020 par la méthode choisie par le gvt français : l'ACV dynamique, qui fait la part belle aux matériaux bio sourcés. Cette tendance se renforcera avec les seuils futurs.

On assiste ainsi à une forte demande de bâtiments tertiaire avec une structure et des planchers bois.... Mais toujours des façades en aluminium !!!

Certes la RE2020 privilégie le bois, dans le neuf, et de plus le bois est très adapté aux rénovations de centre-ville.

Mais l'alu est aussi un fantastique matériau de rénovation, par sa finesse, son élégance, son adaptation facile au bâti.

Et n'oublions pas le décret tertiaire, dont on parle depuis plusieurs années, mais dont les échéances approchent, et dont le couperet va tomber : tous les MO tertiaires risquent de se réveiller au dernier moment, ce qui pourrait au passage nous sortir de la crise.

Partout en Europe je constate la croissance de l'aluminium : en Europe du Nord, ou des pays ultra PVC triple vitrage réclament des fenêtres de grandes dimensions avec la qualité perçue du métal, ou encore en Europe du Sud, ou des pays à tradition alu avaient basculé en PVC et redécouvrent l'alu.

Ce matériau dont je prédis la croissance dans toute l'Europe a un grand avenir en France, à condition que... À condition que... Il soit décarboné à défaut d'être bio sourcé !!

A cet égard la bonne nouvelle est l'annonce en France de deux entreprises de fonderie qui viendront accroître fortement l'offre d'aluminium bas carbone car issu de déchets de fin de vie. La construction de l'une d'entre elle débutera en septembre.

Toutes les filières du bâtiment sont engagées dans la course à la décarbonation, et je me réjouis que l'industrie française de l'extrusion de l'aluminium s'empare du sujet. La plupart des acteurs de nos métiers, en tous les cas ceux pour lesquels ce sera indispensable, trouveront ainsi une source d'aluminium bas carbone.

Alors oui aucun doute possible l'aluminium a de beaux jours devant lui dans l'univers du bâtiment, car décarboné. Ça aussi cela mériterait de le faire savoir mieux et plus fort.

Venons-en maintenant aux principaux dossiers que nous avons sur la table.

Je vais parler des FDES et de la REP, ce qui est assez logique par rapport à ce que je viens de dire.

Nous avons réalisé un très bon travail toute l'année 2022 avec une FDES façade qui nous remet dans la course par rapport aux autres matériaux, en particulier le bois. Ce fut un intense travail de Lucile et Sandra, que nous avons fêté sur BATIMAT. Un grand bravo. A l'occasion de cette

FDES Façade, nous avons dû intégrer une nouvelle méthode de travail, imposée par le vérificateur. Et c'est cette méthode qui s'impose à nous pour la FDES Fenêtre, dont la refonte a commencé.

Parce que nous sommes une FDES collective, le vérificateur est impitoyable sur un recueil des données exhaustif, précis ET exhaustif, il nous faut à tout prix connaître pour les fabricants de fenêtre et les gammistes, pour tous leurs fournisseurs, la répartition primaire/recyclé, et l'origine de cet aluminium. C'est particulièrement fastidieux et demande aussi une excellente collaboration de la part de nos extrudeurs. Sans cela pas de FDES. Je demande l'aide de tous, surtout ceux qui n'auraient pas encore répondu. Nous avons bon espoir de retrouver les niveaux de la FDES actuelle, considérés comme satisfaisants.

Quant aux extrudeurs, notre collaboration avec le GFA dans le cadre de la démarche ALU+C-, est vitale, il faut y travailler sans cesse ; je salue l'élection il y a 2 jours d'un nouveau Président du GFA, Edouard Guinotte, Psdt d'ASG (ex AFE/EXTOL), nouveau dans notre profession mais doté d'une solide expérience dans l'industrie. Pour l'avoir rencontré je suis sûr que nous allons très bien nous entendre.

Parlons maintenant de la REP : le SNFA a été au cœur du sujet, en tant qu'administrateur de VALOBAT. Une année vraiment très mouvementée.

En premier lieu je voudrais dire que je suis admiratif des montagnes que déplace l'équipe de VALOBAT sous l'autorité d'Hervé de Maistre. Tout à l'heure Florence Collot et Sébastien Flichy vont venir faire un point à date. Mais la tâche est immense et pour le voir un peu plus de l'intérieur que la plupart d'entre vous je peux témoigner ici de leur engagement total, nuits et we compris !!

Pour le SNFA et l'UFME il y a eu tout ce travail sur le tarif unique ultra simple, déjà évoqué l'année dernière. Nous avons eu également à gérer un différend, pas agréable, avec notre maison mère, la FFB, à propos de la définition du producteur : pour nous les entreprises qui assemblent et posent sont aussi metteur en marché, même si cette fabrication est artisanale, par exemple les clients des gammistes. Cela nous a beaucoup préoccupé, heureusement nous défendions la même position avec VALOBAT, et la DGPR a tranché le 20 mars 2023 : je cite « un PMCB entre dans le champ de la REP, quel que soit son mode de fabrication, y compris s'il est fabriqué par une personne qui l'installe elle-même dans le bâtiment. Cette personne est tenue en tant que producteur d'assumer son obligation de REP ». Une autre position aurait été très pénible, car impossible à gérer pour les extrudeurs ou gammistes, et car nous étions tous prêts à démarrer selon la définition finalement validée.

Le dossier très sensible va être celui des tarifs à venir. Pour vous le dire simplement, pour cette REP PMCB, qui a démarré le 1<sup>er</sup> mai dernier, beaucoup reste à découvrir, et beaucoup de calculs ont été faits sur la base d'estimations, en particulier les gisements aval, cad les produits récupérés qui vont coûter à VALOBAT. Les tarifs 2023, pour nos produits, géniaux par leur simplicité, sont aussi très bas, tout le monde en conviendra, car calculés sur la base d'un % très faible du gisement récupéré. Ce % a été fixé par le cahier des charges du gvt, et augmenté par nous à 10 %. Qq exemples de tarifs : 0,5 € pour une fenêtre, 0.25 € pour 1m<sup>2</sup> de façade, 4,45 € pour une véranda. En 2024 une haute marche doit être franchie, les charges transverses et opérationnelles de VALOBAT progressent, et des notions de solidarité entre matériaux ainsi

que de soutenabilité des écocontributions entrent en ligne de compte. Ceci cumulé à la progression du % de notre gisement aval réellement recyclé, ce qui est notre objectif, fait qu'il faut s'attendre à ce qu'un jour – pas en 2024 !!- l'écocontribution se compte en % du prix BtoB de notre produit, là ou il se compte aujourd'hui plutôt en millièmes. Je parle donc d'un facteur 10 à moyen terme. L'enjeu en vaut bien la chandelle, et quelle fierté d'être le premier pays à recycler professionnellement les matériaux de construction afin d'assurer leur réemploi. Nous reprendrons ce sujet lors du prochain comité de secteur.

Un autre sujet à venir est l'éco modulation des écocontributions, mais sur ce sujet nous demandons clairement à VALOBAT de surseoir pour cette année : il faut voir le système fonctionner, avant toute autre réflexion, et le sujet précédent va suffire à nous occuper.

**Pour terminer je voudrais parler de l'équipe et de la gouvernance du SNFA :**

L'équipe est complète, sympathique et efficace. Les membres du bureau l'ont particulièrement constaté lors de notre bureau stratégique à Paris en novembre, mais aussi lors du CA de Lille. Bravo à toutes, Bravo Nicolas.

Un déménagement est en cours, toujours rue du Débarcadère, pour améliorer les conditions de travail, percutées par les visio suite COVID.

Notre Déléguée Générale, Sandra a décidé de changer de vie professionnelle et quitte le bâtiment pour un métier passion. C'est fort triste, tant Sandra était appréciée de son équipe et des adhérents, et tant elle était maintenant totalement investie dans nos dossiers ultra complexes. Mais il nous faut respecter son aventure entrepreneuriale et lui souhaiter un grand succès.

Le recrutement de son ou sa successeur est en cours.

Je crois que l'on peut applaudir chaleureusement Sandra afin de la remercier pour son engagement total ces 4 années au service des adhérents du SNFA.

Je voudrais aussi remercier les membres du bureau, qui vont venir sur scène tout à l'heure, dont l'engagement, le soutien et la sympathie sont sans faille.

Dans la gouvernance il y aussi... le Président.

La FFB m'a finalement autorisé à aller au bout de mon troisième mandat, jusqu'en juin 2024. En effet, la règle qui s'applique à tous, exceptionnellement modifiée en période post COVID, c'est 2 mandats de 3 ans. N'ayant pas de successeur pour 2023, j'avais sollicité cette dernière année.

Je rappelle que selon notre règlement intérieur, notre Psdt doit être administrateur et venir prioritairement de la section FF et par ailleurs il doit être issu d'une Entreprise de Bâtiment, une entreprise fourniture et pose, condition sine qua non pour être validé par la FFB. Et aujourd'hui j'ai le plaisir de vous annoncer qu'il y a un candidat : le candidat naturel, le Psdt de la section Fenêtre et Façade, Dominique Thomasson, Psdt de la société COVERIS.

Dominique, en plus d'être un chez d'entreprise talentueux, qui a formidablement repris et développé COVERIS, a une grande expérience du SNFA, il est membre du bureau depuis 8 ans, d'abord comme trésorier, puis comme Psdt de section. Chacun garde en mémoire ses

présentations visionnaires sur l'évolution de nos métiers. Dominique a été adoubé et encouragé par sa section, également par le bureau du SNFA, sa candidature sera proposée aux administrateurs lors de l'élection de juin 2024.

Ceci était donc mon avant dernier rapport moral, le 8<sup>ème</sup>, l'année prochaine je serai plus dans la transmission, et je vous ferai mes adieux, des adieux au monde de la menuiserie aluminium dans lequel je travaille depuis 35 années, et des adieux au monde du travail tout court. Je préfère vous dire que j'organiserai une belle fête, lors de l'AG 2024, peut-être pas à Versailles, comme mon prédécesseur, mais je promets néanmoins un évènement marquant, voire décoiffant.

Encore une petite chose, une petite réflexion que je vous livre, pas vraiment un détail : beaucoup de secteurs d'activité ne savent pas s'ils existeront encore à la fin de ce siècle : regardez l'automobile ! Notre métier, lui existera, car l'acte de construire existera, différemment mais il existera, car chacun a besoin d'un toit. Il existera d'autant mieux que nous saurons le défendre, le défendre collectivement, et c'est bien car .... Seule l'aventure collective est belle.

Je vous remercie de votre attention.